

Rencontre avec l'Ambassadeur Stéphane Crouzat (Ambassadeur de France Climat) représentant de la France au Conseil d'Administration

À la suite du succès de l'Initiative de l'Afrique pour les énergies renouvelables (AREI) dans l'atteinte de son objectif de phase 1, l'AREI a commencé à travailler sur le lancement de sa phase 2 avec l'objectif d'atteindre 300 GW d'ici 2030.

Il était important pour le Président de la Namibie, Président par intérim du Conseil d'Administration de l'AREI, de faire le point avec le premier partenaire de la COP 21 de l'AREI. Dans cette dynamique, il a été suggéré d'instaurer un rendez-vous périodique au mois de janvier entre le Ministère et l'AREI.



La Directrice par intérim de l'AREI a tenu à préciser que sans la France AREI n'existerait pas. Elle a indiqué que les Chefs d'État – notamment celui de la Guinée -avaient fait des avances qui devaient être remboursées. La Guinée a annulé sa demande de remboursement, ce qui fait que les 3 millions quasiment apportés par la Guinée le temps que la France débloque son enveloppe n'ont pas été amputés à la France, ce qui permet aujourd'hui d'avoir une enveloppe qui existe encore.

Les Chefs d'États membres du Conseil d'Administration de l'AREI ont également contribué à leur niveau en allégeant les charges relatives aux voyages de leur représentants au sein de l'AREI.

La subvention allemande a été reçue au moment de la prolongation. L'Initiative a donc jusque-là travailler sur l'argent d'un État – la France. Ces informations sont clairement inscrites dans le rapport de la phase 1 de l'AREI.

"L'Ambassadeur Crouzat a indiqué que côté France, ils préféreraient ce statut d'observateur pour permettre à cette initiative africaine d'être pilotée par l'Afrique pour l'Afrique"

La Grande interview du mois



1/Parlez-nous d'AREI

L'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables (AREI) est un effort significatif dirigé et pris en main par l'Afrique pour accélérer et augmenter la domestication de l'énorme potentiel des énergies renouvelables du continent. Sous mandat de l'Union Africaine, et approuvé par les Chefs d'États et de gouvernements africains sur les changements climatiques (CAHOSCC), l'initiative se donne pour objectif d'atteindre au moins 10 GW de capacité nouvelle et additionnelle de production d'énergie à partir de sources d'énergies renouvelables d'ici 2020, et de mobiliser le potentiel africain pour produire au moins 300 GW d'ici 2030.

L'AREI est ancrée dans le contexte du développement durable et des changements climatiques. Elle montre comment un développement à bas ou zéro carbone peut être atteint dans les pays africains à travers les financements du climat et les moyens d'action basés sur les principes de la Convention Cadre des Nations Unies sur le Changement Climatique (CCNUCC). Elle reconnaît l'importance cruciale d'une rapide expansion de l'accès à l'énergie pour un bien-être accru, un développement économique et l'accomplissement des objectifs de développement durable.

2/Pensez-vous que AREI, pourra réaliser le défi de la phase 2, soit 300 GW fin 2030 ?

L'initiative de l'Afrique sur les énergies renouvelables reconnaît que l'ampleur des défis énergétiques africains est énorme, tout comme les opportunités qui y sont associées. Un changement transformateur est nécessaire et possible, et doit être stimulé par de vrais efforts de collaboration internationale ainsi que par de la bonne volonté. En encourageant les partenariats, en rassemblant les initiatives existantes et en mobilisant les nouveaux appuis internationaux pour des systèmes énergétiques sécurisés, décentralisés et centrés sur les populations, l'initiative aidera les pays africains à accéder à une énergie plus propre pour mener à bien leur développement et leur prospérité.

L'Initiative met en évidence le fait qu'en plus d'assurer un accès à l'électricité approprié pour les ménages et les familles, l'accès doit aussi être suffisant pour mener les secteurs productifs vers une plus grande création d'emplois et ce, dans les contextes locaux et nationaux ; permettant le développement économique et une plus grande résilience.

Le défi pour la phase 2 de 300 GW d'ici fin 2030 est un défi ambitieux et fort louable. Pour atteindre cette objectif, une meilleure coordination des États africains et un déploiement à grande échelle des programmes et politiques nationaux serait la clé.

3/Quelles sont vos recommandations pour les autres pays du continent pour accélérer leur développement en matière d'énergies renouvelables ?

Une meilleure orientation stratégique énergétique et des domaines de travail est la clé d'une accélération en matière de développement énergétique.

Le plan d'action de l'AREI identifie des activités spécifiques relatives à cinq principaux domaines de travail et quatre domaines de travail transversaux, tous complémentaires du travail fait par des partenaires pertinents. Ces activités varient, de l'aide aux gouvernements intéressés par le renforcement de leur cadre de politique, de réglementation, de soutien et de mesures d'incitation, au soutien au développement de projets qui conduira au financement de projets des énergies renouvelables.

4 / Djibouti va-t-elle exporter de l'énergie propre vers l'Europe dans les 10 prochaines années ?

Depuis plus de deux décennies, Djibouti est lancé dans une course énergétique contre la montre. L'enjeu est de taille pour le petit pays au sous-sol dépourvu de toute ressource fossile, et pour qui la couverture électrique constitue autant un enjeu de développement économique et social qu'une question de souveraineté nationale.

Première pièce du mix énergétique 100 % renouvelable et djiboutien, la centrale éolienne du Goubet, attendue pour démarrer ses premiers tests grandeur nature dans quelques mois. Construite pour 160 millions de dollars par l'espagnol Siemens-Gamesa, très actif au Maroc, cette installation doit fournir 60 MW au réseau électrique national dès le début de l'année 2023.

Elle est opérée par Red Sea Power, pour le compte de l'investisseur panafricain Africa Finance Corporation (AFC) basé au Nigeria, auquel s'est jointe la Great Horn Investment Holding (GHIH), détenue par l'Autorité portuaire djiboutienne, à hauteur de 20 % du capital.

L'autre bras financier djiboutien, le tout nouveau Fonds souverain de Djibouti (FSD), lancé à la mi-2020, a lui pris des parts, également pour 20 %, dans le projet solaire développé par la société émiratie AMEA POWER, dans le désert du Grand Bara. Pour un investissement de 40 millions de dollars, cette ferme photovoltaïque disposera d'une capacité de 30 MW, portée ensuite à 100 MW si les estimations de production se confirment.

Djibouti étudie également les possibilités de la biomasse. Le gouvernement a signé un contrat en août 2020 avec les investisseurs américains de CREC Energy pour démarrer une production à partir des déchets de la capitale. Pour 150 millions de dollars, le projet prévoit d'ici d'atteindre entre 35 et 40 MW de puissance depuis sa future centrale de Damerjog.

Enfin, ces projets nous permettront d'assurer notre sécurité énergétique en accédant aux technologies de production des énergies solaires par le transfert des compétences, ce qui nous mènera progressivement vers l'indépendance énergétique.

Lorsque nous atteindrons 100% de nos besoins énergétiques à l'horizon 2035, nous étudierons la possibilité d'exporter nos productions énergétiques.

5 / Quel rôle l'hydrogène pourrait jouer pour le développement de l'Afrique selon vous ?

L'Afrique pourrait produire de l'hydrogène vert à un coût parmi les moins élevés au monde grâce à son énorme potentiel en matière d'énergies renouvelables.

L'Afrique dispose de la meilleure énergie solaire au monde et la transformation de cette énergie en hydrogène vert peut renforcer la sécurité énergétique, réduire les émissions et la pollution et décarboniser l'industrie et les transports. La Banque européenne d'investissement collabore avec des partenaires en Afrique et dans le monde entier pour exploiter son potentiel d'énergie renouvelable afin de produire à grande échelle de l'hydrogène vert à faible coût.

Les autres avantages socio-économiques du développement de la filière hydrogène vert en Afrique comprennent également un niveau de développement économique plus important, l'amélioration des taux d'électrification sur le continent et la réduction de la dépendance de plusieurs pays à l'égard des importations de combustibles fossiles.

Djibouti rejoint les pays africains qui se lancent dans le développement de l'industrie de l'hydrogène vert. L'entreprise CWP Global basée à Newcastle en Australie vient de signer un accord avec les autorités djiboutiennes pour le développement d'un projet d'hydrogène vert au cours des prochaines années. L'entreprise veut développer une capacité d'électrolyse de 10 GW en s'appuyant sur les énergies renouvelables. CWP Global veut intégrer ce projet à la Vision 2035 de Djibouti. Par le biais de sa position géographique, Djibouti est un candidat favorable à l'exportation l'hydrogène vert vers le marché international. Outre l'exportation, CWP prévoit d'injecter une partie de l'électricité produite dans le réseau national de Djibouti. De quoi soutenir l'ambition des autorités qui veulent produire de l'électricité 100 % à partir de sources renouvelables d'ici à 2030.

**13 - ème session de l'Assemblée d'IRENA faisant le point sur
la transition énergétique mondiale avant la COP28**



La treizième assemblée de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (IRENA) se tiendra cette semaine, les 14 et 15 janvier 2023. Elle réunira des chefs d'État, des ministres et des décideurs en matière d'énergie issus d'organisations multilatérales, de parties prenantes mondiales et d'acteurs privés, afin de faire le point sur les progrès accomplis et de définir un programme d'action visant à accélérer la transition énergétique mondiale.

Premier jalon annuel de l'agenda énergétique mondial en 2023, l'Assemblée réunit plus de 1 500 participants de haut niveau sous le thème "Transitions énergétiques mondiales - Le bilan mondial" afin d'identifier les priorités en matière de transition énergétique en vue de la Conférence des Nations unies sur le climat COP28 organisée par les EAU plus tard dans l'année.

« Nous avons une opportunité remarquable, et la responsabilité, de faire en sorte que les décisions énergétiques d'aujourd'hui nous placent sur une trajectoire positive pour le développement durable », a déclaré le directeur général de l'IRENA, Francesco La Camera »

"L'Assemblée permet aux gouvernements d'aligner leurs efforts sur la construction d'un nouveau système énergétique, permettant d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et les priorités mondiales essentielles telles que la création d'emplois, le développement industriel et les chaînes d'approvisionnement verts, la sécurité énergétique et l'accès universel, entre autres."

"La transition énergétique n'est pas seulement une priorité en ces temps déterminants, mais une responsabilité pour les pays, les industries et les communautés", a déclaré S.E. Raj Kumar Singh, ministre indien de l'électricité et des énergies nouvelles et renouvelables et président désigné de la 13e Assemblée de l'IRENA. "L'Inde continue de prendre des mesures concrètes pour respecter son engagement ferme. Nous sommes impatients de faciliter les discussions sur la trajectoire de la transition énergétique en préparation du processus d'inventaire mondial."

PARTENAIRES AREI



L'Initiative Africaine pour les Energies Renouvelables (AREI) a participé et pris part à la treizième session de l'Assemblée de l'IRENA qui s'est tenue à Abou Dhabi, aux Émirats Arabes Unis, du 13 au 15 janvier 2023, en plus de participer à la Semaine de la durabilité d'Abou Dhabi le 16 janvier 2023.

En outre, la mission a été une bonne occasion d'organiser différentes réunions bilatérales avec les partenaires de l'AREI tels que l'IRENA, l'APUA, le Kenya, le RCREEE, RES4Africa et d'autres. L'AREI est également intervenue lors de la réunion ministérielle sur le plan directeur d'interconnexion continentale en Afrique.



L'Abu Dhabi Sustainability Week (ADSW) a été une bonne occasion de rencontrer de nombreuses entreprises innovantes dans le domaine des énergies renouvelables et des nouvelles technologies à travers le monde car le salon attaché à l'ADSW a rassemblé des centaines d'exposants et de pionniers présentant les technologies récentes et les solutions innovantes pour protéger la planète.

La 13^{ème} Assemblée de l'IRENA a également été une bonne occasion de rencontrer certains des points focaux et des points focaux adjoints de l'AREI du Nigeria, de la République centrafricaine, de l'Angola, du Mozambique, de l'Eswatini, de Djibouti et de la Guinée.

La délégation de l'AREI était composée de :

- Dr Mohamed Moussa Omran, membre CT, Afrique du Nord
- Dr Alfredo Hengari, membre CT, Afrique australe.
- Dr Barakat AHMED, consultant IDU

Au cours des trois jours de l'Assemblée et de la préassemblée de l'IRENA, plusieurs réunions de haut niveau, y compris une réunion ministérielle, ont été organisées et ont réuni des représentants de l'AREI comme suit:

1. Réunion ministérielle de haut niveau sur le « Plan directeur des systèmes énergétiques continentaux africains (CMP) – Établir un processus de planification à l'échelle du continent ».

2. Réunion ministérielle des petits États insulaires en développement (PEID), « Climate Pledges to Action: Amplifier la transition énergétique pour le développement durable dans (PEID).

3. Réunion de haut niveau, Dialogue public-privé: transitions énergétiques justes et inclusives – dialogue social, compétences et emplois décents pour tous.

LES POINTS FOCaux AREI



La Semaine de la durabilité d'Abou Dhabi (ADSW) a réuni les principales parties prenantes mondiales pour discuter de la manière de faire progresser le programme de neutralité carbone sous le thème « Unis sur l'action climatique vers la COP28 ». Il s'agissait d'accélérer le rythme de la durabilité, en présence du président de l'État, Cheikh Mohammed bin Zayed Al Nahyan, et d'un certain nombre de présidents, de responsables et d'experts.

La cérémonie d'ouverture a été suivie par le président de la Corée du Sud Yoon Sok-yol, le président de l'Azerbaïdjan Ilham Aliyev, le président du Kazakhstan Kassym-Jomart Tokayev, le président des Seychelles Wavel Ramkalawan.

En outre, un certain nombre de chefs d'État africains ont assisté à l'ouverture, notamment :

- Président de l'Angola ; Mr Joao Lourenco,
- Président de la Zambie ; Mr Hakende Hichilema,
- Président du Ghana, Dr Nana Akufo-Addo,
- Président de l'Ouganda Mr Yoweri Museveni,
- Président du Mozambique, Mr Filipe Nyusi,

Cheikh Mohamed bin Zayed a accueilli les dirigeants et les experts qui se réunissent aux Émirats arabes unis « pour discuter des questions et des défis de la durabilité, des moyens d'élargir les horizons du dialogue, et intensifier et unir les efforts pour trouver des solutions qui font avancer le monde vers la construction d'un avenir plus durable pour les générations futures ». Le président des Émirats arabes unis a souligné que « la Semaine de la durabilité d'Abou Dhabi constitue une plate-forme mondiale qui incarne la volonté du pays d'attirer les dirigeants de la communauté internationale à travailler ensemble pour servir les intérêts et les aspirations des peuples dans le domaine du développement économique et social durable ».

Le Sommet de la Semaine de la durabilité d'Abou Dhabi se concentre sur un large éventail de sujets importants, notamment la sécurité alimentaire et hydrique, les économies d'énergie, la décarbonisation des industries, la santé et l'adaptation au climat.

La Semaine de la durabilité d'Abou Dhabi 2023 vise également à impliquer les jeunes dans l'action climatique, à travers la plateforme « Youth for Sustainability », qui organise chaque année un centre spécial qui attire 3000 jeunes hommes et femmes. « Masdar », et le forum donne aux femmes plus d'espace pour discuter des questions de durabilité.

La Semaine de la durabilité d'Abou Dhabi se concentre sur les petites, moyennes et émergentes entreprises, en accueillant plus de 70 petites, moyennes et émergentes entreprises de divers secteurs, en plus de l'initiative mondiale « Innovate » lancée par Masdar City, qui présente les dernières technologies mondiales.



En route pour la COP 28

La 13ème session de l'Assemblée de l'IRENA a été une bonne occasion de saisir l'essentiel et de rencontrer différentes parties prenantes et acteurs du secteur des énergies renouvelables en Afrique et dans le monde entier, en apprenant de l'expérience et des meilleures pratiques de différents pays. Ce fut également un bon rassemblement pour les décideurs et les experts en énergie et les principales institutions du monde soutenant les énergies renouvelables et la transition énergétique.

- La délégation de l'AREI a saisi l'occasion et a rencontré S.E. le ministre du Kenya et a discuté avec lui de plusieurs questions où le ministre confirme son plein soutien à l'AREI. En plus de rencontrer les points focaux de l'AREI de différents pays.



- La 13e assemblée de l'IRENA a débattu de différents sujets concernant la transition énergétique. Les principaux points de la discussion pourraient être résumés comme suit :

- Une action à long terme doit être une priorité absolue pour accélérer d'urgence la transition énergétique dans les années à venir et corriger la trajectoire de 1,5 ° C vers 2050. C'est le message envoyé par les dirigeants de l'énergie lors de la 13e Assemblée de l'IRENA, première étape de l'agenda énergétique mondial de 2023 qui a débuté par une discussion de haut niveau sur « La transition énergétique mondiale – La mondialisation de l'énergie ».
- Les membres de l'IRENA ont confirmé leur volonté de soutenir pleinement la présidence des Émirats arabes unis à la COP28 en établissant les dernières connaissances sur la transition énergétique basée sur les énergies renouvelables et en tirant parti de la coopération internationale par le biais de la plate-forme mondiale de l'Agence. Construire une compréhension commune de ce à quoi doit ressembler la feuille de route pour 2030 est essentiel pour conduire un programme énergétique mondial.
- La réunion a souligné le fait que le monde n'est pas sur la bonne voie pour atteindre les objectifs climatiques et de développement et régresse même dans certains cas. L'action ne peut être retardée et doit être prise avec les solutions déjà disponibles.
 - o Bien que chaque pays soit différent, chacun doit trouver un moyen d'équilibrer les priorités nationales avec les objectifs à court et à long terme pour accélérer les actions nationales du monde.
 - o Le bilan mondial est un processus important. Ce qui est tout aussi important, c'est de trouver un accord commun sur les priorités mondiales après la COP28 à Dubaï.



Michel Caubet - Chef d'équipe et expert en énergie durable -
Mécanisme d'assistance technique de l'UE pour l'énergie durable

Magda Popescu – Chef de projet Stantec

Nicolas RITZENTHALER - Administrateur - Énergie
durable et changement climatique - Commission européenne

Dr Alfredo Tjiurimo Hengari – Membre du comité
technique -Région Afrique Australe AREI

Dr Chantal Colle – Directrice par interim AREI-Membre
du comité technique -Région Afrique de l'Ouest

Commission de l'Union européenne - 26 janvier 2023, Bruxelles

L'objectif de la rencontre était de discuter des progrès réalisés jusqu'à présent au cours de la phase II de l'AREI, avec un accent particulier sur les projets Electrify, le recrutement d'experts et également une mise à jour générale sur les investissements de l'UE dans le secteur des énergies renouvelables dans le cadre des engagements pris lors de la COP21.

La délégation d'AREI a présenté un résumé général du travail effectué au cours des deux dernières années, soulignant l'engagement du Conseil d'Administration et du Comité technique, y compris de l'IDU, à poursuivre l'objectif de 300 GW d'ici 2030. L'AREI a remercié l'UE pour son soutien à l'AREI. La délégation a également souligné l'importance croissante des points focaux en Afrique et les demandes de renforcement des capacités, en particulier sur les questions de réglementation de l'énergie. L'équipe a également souligné l'implication croissante de la société civile dans les activités de l'AREI.

En ce qui concerne la réglementation et le renforcement des capacités dans le secteur, l'équipe de l'UE s'est engagée à fournir un soutien ponctuel à l'AREI grâce à l'expertise de la facilité d'assistance technique. Sur demande, l'équipe de l'UE a accepté **de doter l'AREI d'un consultant pour mener une étude qui examinera les problèmes persistants de la réglementation énergétique en Afrique et son impact sur l'accélération de la production d'énergie renouvelable en Afrique**. En outre, l'UE a accédé à la demande de recruter un expert pour la politique et la formation, et deux experts qui seront responsables de la cartographie des projets d'énergie renouvelable en Afrique, un pour l'Afrique francophone et un autre pour l'Afrique anglophone.

En ce qui concerne Electrify, et plus de 100 projets dont 68 sont incomplets dans ce cadre, la réunion a décidé que l'équipe de l'UE fournirait une mise à jour précise des projets Electrify car certains éléments d'information manquaient dans les données qui avaient été fournies. Un rapport officiel et les modalités utilisées dans les projets Electrify seront fournis par l'UE dans le but de concilier l'engagement promis d'un milliard d'euros.

Kenya : la centrale géothermique de Menengai, financée par la Banque africaine de développement



AGENDAS ENERGIES RENOUVELABLES 2023

AGENDA AREI

18-19 février | Addis Ababa

Sommet de l'Union Africaine Février-Mars Bruxelles.

Participation au Forum des affaires UE-Afrique.

27 février – 3 mars | Casablanca

Plateforme continentale technique (hybride) :
Réglementation pour la transition énergétique :
Favoriser les investissements privés dans la
transition de l'Afrique

Réunion du CT de l'AREI

12-15 mars | Johannesburg

Parlement Panafricain

13-15 mars | Windhoek

Réunion Ministérielle

Plateforme continentale technique (hybride) : Éléments
d'un AAE bancable

Réunion du CT de l'AREI

AGENDA ENERGIES VERTES

SOLAIRE EXPO MAROC

21 - 23 février 2023 | Casablanca - Maroc

<https://solaireexpomaroc.com/>

ELEK ENER 2023 / 22 - 26 février 2023 | Tunis – Tunisie

2ème Salon de l'Electricité et des Energies
Renouvelables ELEK ENER

<http://www.elekener.com/>

**6th Hydrogen & Fuel Cells Energy Summit 08 - 09
mars 2023 | Lisbonne - Portugal**

Sommet européen de l'hydrogène et des piles à
combustible.

<https://www.wplgroup.com/aci/event/hydrogen-fuel-cells-energysummit/>

NAEPEC 13 - 16 mars 2023 | Barcelone – Espagne

NAEPEC est le plus grand et le plus influent salon et
conférence international d'Afrique du Nord, d'Europe et
de la Méditerranée dans les secteurs des hydrocarbures
et de l'énergie.

<http://www.naepec.com/>

World Electrolysis Congress

14 - 16 mars 2023 | Dusseldorf -Allemagne

World Electrolysis Congress est l'événement axé
uniquement sur les opportunités et les défis de la
technologie de l'électrolyseur.

<https://www.worldelectrolysiscongress.com/>

Be POSITIVE 21 - 23 mars 2023 | Lyon - France

Be POSITIVE est le seul salon français dédié
exclusivement aux enjeux et aux solutions de la
transition énergétique, il rassemble tous les acteurs des
filières bâtiment et énergies.